

M. HILL: C'est ce dernier qui reçoit un cadeau.

M. QUELCH: M. Clark a dit que ces propositions n'étaient que temporaires. Dans sa causerie faite aux Etats-Unis, il a déclaré que le pays crédeur devait être disposé soit à accepter des importations contre des exportations, soit à consentir des prêts à longue échéance, mais je ne crois pas que cette dernière solution soit pratique, à tout considérer. La seule solution serait qu'une nation accepte des importations contre ses exportations.

Le TÉMOIN: Oui, à la longue.

*M. Quelch:*

D. Autrement on ne ferait qu'aggraver la situation?—R. Pas nécessairement. Les gens contractent des emprunts et en acquittent les intérêts car ils croient qu'ils peuvent rendre leur industrie plus productive, plus efficace, et gagner plus que l'intérêt sur le prêt. Ils s'attendent à rencontrer les intérêts et à retirer eux-mêmes un bénéfice. Examinons la prochaine génération de la Chine, par exemple. A part l'aide mutuelle qui pourra lui être accordée durant la période suivant immédiatement la guerre, ou le secours ou le rétablissement au moyen de cadeaux ou de crédit, si ce pays pouvait obtenir des prêts à longue portée, à des conditions raisonnables, pour développer, disons, la vallée du Yang-Tsé, il pourrait devenir beaucoup plus productif et plus actif qu'il ne l'est actuellement. La Chine pourrait obtenir des prêts non seulement pour le développement de la vallée du Yang-Tsé, mais encore pour plusieurs autres fins, et la nouvelle productivité développée par l'utilisation de machines-outils, d'usines de toutes sortes, etc., pourrait l'aider à se maintenir et lui permettre de payer les intérêts sur les prêts consentis par d'autres pays; par le fait même, le niveau de vie se trouverait haussé considérablement. Si un prêt ne rapporte pas à un emprunteur plus que les intérêts, il n'a pas de raison de le contracter.

M. QUELCH: Je pense avec M. Clark que dans le cas qu'il vient de soumettre, le prêt est justifié; mais si un pays a besoin de matières premières et ne peut pas faire consentir le pays crédeur à accepter ses produits en paiement de ces matières premières, l'alternative est de contracter un emprunt. Dans le passé la plupart des pays capitalistes se sont efforcés de maintenir des balances commerciales favorables dans le but de rejeter chez les autres le chômage. Le pays crédeur doit assumer la responsabilité d'accepter des importations contre ses exportations, pour envisager les choses de loin.

M. HILL: Je désirerais poser deux questions, dont une se rapportant à la discussion actuellement en cours.

*M. Hill:*

D. N'est-il pas vrai que dans les pays appelés "débiteurs", ceux qui se rétabliront d'eux-mêmes, il sera plus facile d'enrayer le chômage que dans les pays crédeurs?—R. Oui, au début.

D. Je veux dire quelques années après la guerre.—R. Oui.

D. Dans son dernier rapport, notre Comité a déclaré qu'un crédit meilleur et plus facile d'accès devrait être accordé au producteur de matières premières, savoir, le cultivateur, le pêcheur. Quel est votre avis à ce sujet?—R. Si je me rappelle bien ce que j'ai lu dans le Hansard, je crois que le gouvernement avait l'intention d'adopter des mesures pour ce genre de crédit.

D. Personnellement, vous croyez qu'il devrait être accordé?—R. Naturellement.

Le PRÉSIDENT: D'autres questions, avant de discuter l'ajournement?

M. CASTLEDEN: Je proposerais qu'on invite M. Clark à revenir devant le Comité. Son exposé d'aujourd'hui embrassait le domaine international. Je